

ADECAC 78

13, rue de Fourqueux-78100 SAINT GERMAIN EN LAYE
Téléphone : 01 39 04 29 29-Télécopie : 01 39 04 29 39

SYNDICAT NATIONAL DE LA RESTAURATION COLLECTIVE

Siège social : 9, rue de la Trémoille

75008 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2018

Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes du Syndicat National de la Restauration Collective (SNRC) relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel de l'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du compte rendu et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le compte rendu du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du syndicat.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à saint germain en laye, le 15 Mars 2019.

Pour la société ADECAC 78

Thierry BOULLENGER
Commissaire aux comptes



Bilan Actif

| Etat exprimé en euros | | 31/12/2018 | | | 31/12/2017 |
|--|---|----------------|-------------------|----------------|------------------|
| | | Brut | Amort. et Dépréc. | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé (I) | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de développement | | | | |
| | Concessions brevets droits similaires | | | | |
| | Fonds commercial (1) | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| Installations techniques, mat. et outillage indus. | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équival. | | | | | |
| Autres participations | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | |
| TOTAL (II) | | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | | | | |
| | En-cours de production de biens | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | | | | |
| | Avances et Acomptes versés sur commandes | | | | |
| | CREANCES (3) | | | | |
| | Créances clients et comptes rattachés | 2 969 | 1 448 | 1 520 | 4 916 |
| | Autres créances | 52 546 | | 52 546 | 96 809 |
| Capital souscrit appelé, non versé | | | | | |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | | | | | |
| DISPONIBILITES | 813 240 | | 813 240 | 913 486 | |
| COMPTES DE REGULARISATION | Charges constatées d'avance | 2 488 | | 2 488 | 366 |
| | TOTAL (III) | 871 242 | 1 448 | 869 794 | 1 015 576 |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | | |
| Ecarts de conversion actif (VI) | | | | | |
| TOTAL ACTIF (I à VI) | | 871 242 | 1 448 | 869 794 | 1 015 576 |

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

| | | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|---|------------------|------------|
| Capitaux Propres | Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation | | |
| | RESERVES | | |
| | Réserve légale | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves réglementées | | |
| | Autres réserves | 14 278 | 14 278 |
| | Report à nouveau | 718 416 | 593 388 |
| | Résultat de l'exercice | 125 796 | 125 028 |
| Subventions d'investissement Provisions réglementées | | | |
| Total des capitaux propres | 858 490 | 732 694 | |
| Autres fonds propres | Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées | | |
| | Total des autres fonds propres | | |
| Provisions | Provisions pour risques Provisions pour charges | | |
| | Total des provisions | | |
| DETTES (1) | DETTES FINANCIERES | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | DETTES D'EXPLOITATION | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 6 099 | 280 605 |
| Dettes fiscales et sociales | 4 830 | 1 094 | |
| DETTES DIVERSES | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | 375 | 1 183 | |
| Produits constatés d'avance (1) | | | |
| Total des dettes | 11 303 | 282 882 | |
| Ecart de conversion passif | | | |
| TOTAL PASSIF | 869 794 | 1 015 576 | |
| Résultat de l'exercice exprimé en centimes | 125 796,43 | 125 028,02 | |
| (1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | 11 303 | 282 882 | |
| (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | | | |

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

| | | France | Exportation | 12 mois | 12 mois |
|---|--|--|-------------|------------------|------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises | 3 597 | | 3 597 | 3 376 |
| | Production vendue (Biens) | | | | |
| | Production vendue (Services et Travaux) | 1 037 140 | | 1 037 140 | 1 021 664 |
| | Montant net du chiffre d'affaires | 1 040 737 | | 1 040 737 | 1 025 040 |
| | Production stockée | | | | |
| | Production immobilisée | | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | 40 453 | 49 524 |
| | Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges | | | | |
| | Autres produits | | | | |
| | | Total des produits d'exploitation (1) | | | 1 081 191 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | | | | |
| | Variation de stock | | | | |
| | Achats de matières et autres approvisionnements | | | | |
| | Variation de stock | | | | |
| | Autres achats et charges externes | | | 904 206 | 914 637 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | | | 713 | 710 |
| | Salaires et traitements | | | | |
| | Charges sociales du personnel | | | | |
| | Cotisations personnelles de l'exploitant | | | | |
| | Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir | | | | |
| Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant | | | 1 448 | | |
| Dotations aux provisions | | | | | |
| Autres charges | | | | | |
| | Total des charges d'exploitation (2) | | | 906 367 | 915 347 |
| | RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 174 823 | 159 217 |

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|---|------------------|------------------|
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 174 823 | 159 217 |
| Opéra. comm. | Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| PRODUITS FINANCIERS | De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 2 344 | 2 279 |
| | Total des produits financiers | 2 344 | 2 279 |
| CHARGES FINANCIERES | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | Total des charges financières | | |
| RESULTAT FINANCIER | | 2 344 | 2 279 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | 177 168 | 161 496 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | 646 | |
| | Total des produits exceptionnels | 646 | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 11 489 | |
| | Total des charges exceptionnelles | 11 489 | |
| RES ULTAT EXCEPTIONNEL | | (10 843) | |
| PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES | | 40 528 | 36 468 |
| TOTAL DES PRODUITS | | 1 084 181 | 1 076 843 |
| TOTAL DES CHARGES | | 958 384 | 951 815 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 125 796 | 125 028 |
| (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs | | 646 | |
| (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs | | 11 489 | |
| (3) dont produits concernant les entreprises liées | | | |
| (4) dont intérêts concernant les entreprises liées | | | |

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **869 794 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 084 181 euros** et un total **charges** de **958 384 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **125 796 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2018** et finit le **31/12/2018**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Indemnités Fin de Carrière

Les refacturations régulières du GNR aux autres syndicats incluant une part du coût salarial supporté par le GNR, il a été décidé de répartir le montant des IFC des salariés partant à la retraite entre les syndicats sur une période de 3 ans jusqu'au départ en retraite effective des salariés concernés du GNR.

La provision constituée à la fin de l'anne 2018 représentant une somme suffisante pour faire face à l'engagement de retraite estimé des salariés concernés du GNR, aucune provision n'a été enregistrée en 2018.

ANNEXE - Elément supplémentaire

Produits et Charges exceptionnels

| Etat exprimé en euros | | 31/12/2018 |
|---|--------|-----------------|
| Total des produits exceptionnels | | 646 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRDTS S/EXERC.ANTERIEUR</i> | 646 | 646 |
| Total des charges exceptionnelles | | 11 489 |
| Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>CHARGES S/EXERC.ANTER.</i> | 11 489 | 11 489 |
| Résultat exceptionnel | | (10 843) |

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

| | | Début exercice | Augmentations | Diminutions | 31/12/2018 |
|---|--|----------------|---------------|-------------|--------------|
| PROVISIONS REGLEMENTEES | Reconstruction gisements miniers et pétroliers | | | | |
| | Provisions pour investissement | | | | |
| | Provisions pour hausse des prix | | | | |
| | Provisions pour amortissements dérogatoires | | | | |
| | Provisions fiscales pour prêts d'installation | | | | |
| | Provisions autres | | | | |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Pour litiges | | | | |
| | Pour garanties données aux clients | | | | |
| | Pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| | Pour amendes et pénalités | | | | |
| | Pour pertes de change | | | | |
| | Pour pensions et obligations similaires | | | | |
| | Pour impôts | | | | |
| | Pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | | | | |
| | Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres | | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | | |
| PROVISIONS POUR DEPRECIATION | Sur immobilisations $\left\{ \begin{array}{l} \text{incorporelles} \\ \text{corporelles} \\ \text{des titres mis en équivalence} \\ \text{titres de participation} \\ \text{autres immo. financières} \end{array} \right.$ | | | | |
| | Sur stocks et en-cours | | | | |
| | Sur comptes clients | | 1 448 | | 1 448 |
| | Autres | | | | |
| | PROVISIONS POUR DEPRECIATION | | 1 448 | | 1 448 |
| TOTAL GENERAL | | | 1 448 | | 1 448 |
| Dont dotations et reprises $\left\{ \begin{array}{l} \text{- d'exploitation} \\ \text{- financières} \\ \text{- exceptionnelles} \end{array} \right.$ | | 1 448 | | | |
| Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I. | | | | | |

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2018 | 1 an au plus | plus d'1 an |
|---|---|---------------|---------------|-------------|
| CREANCES | Créances rattachées à des participations | | | |
| | Prêts (1) (2) | | | |
| | Autres immobilisations financières | | | |
| | Clients douteux ou litigieux | 1 738 | 1 738 | |
| | Autres créances clients | 1 231 | 1 231 | |
| | Créances représentatives des titres prêtés | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | 52 546 | 52 546 | |
| | Autres impôts, taxes versements assimilés | | | |
| | Divers | | | |
| | Groupe et associés (2) | | | |
| | Débiteurs divers | | | |
| | Charges constatées d'avances | 2 488 | 2 488 | |
| TOTAL DES CREANCES | | 58 002 | 58 002 | |
| (1) Prêts accordés en cours d'exercice | | | | |
| (1) Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | | |
| (2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | | | |

| | 31/12/2018 | 1 an au plus | 1 à 5 ans | plus de 5 ans |
|--|------------|--------------|-----------|---------------|
|--|------------|--------------|-----------|---------------|

| | | | | |
|--|--|---------------|---------------|--|
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles (1) | | | |
| | Autres emprunts obligataires (1) | | | |
| | Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1) | | | |
| | Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1) | | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | | | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 6 099 | 6 099 | |
| | Personnel et comptes rattachés | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| | Impôts sur les bénéfices | 4 060 | 4 060 | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | 503 | 503 | |
| | Obligations cautionnées | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | 267 | 267 | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| | Groupe et associés (2) | | | |
| | Autres dettes | 375 | 375 | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL DES DETTES | | 11 303 | 11 303 | |
| (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (1) Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |
| (2) Emprunts dettes associés (personnes physiques) | | | | |

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2018

| | | |
|--|-------|--------------|
| Total des Charges à payer | | 4 307 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURN.FACT NON PARVENUES</i> | 4 040 | 4 040 |
| Dettes fiscales et sociales <i>ETAT CHARGES A PAYER</i> | 267 | 267 |

ANNEXE - Elément 6.12

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

| | 31/12/2018 | Charges | Produits |
|------------------------------------|------------|--------------|----------|
| Charges et Produits d'EXPLOITATION | | 2 488 | |
| Charges et Produits FINANCIERS | | | |
| Charges et Produits EXCEPTIONNELS | | | |
| TOTAL | | 2 488 | |

| |
|--|
| |
|--|